

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 30 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CHIMIREC**

ZI DE MEZAUBERT  
35133 Javené

Références : UD35 / 2025-238  
Code AIOT : 0005501436

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement CHIMIREC implanté Zone d'activités de Mézaubert 35133 Javené. L'inspection a été annoncée le 22/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'Inspection a été réalisée suite à la demande d'aménagement temporaire des prescriptions relatives à la protection incendie de l'arrêté préfectoral n°45001 du 22 avril 2025 dans le cadre des travaux sur une partie des réseaux enterrés du site afin de vérifier la bonne mise en œuvre des actions et mesures compensatoires annoncées par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC
- Zone d'activités de Mésaubert 35133 Javené
- Code AIOT : 0005501436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site exploité par la société CHMIREC sur la commune de Javené est spécialisé dans la collecte, le tri, le regroupement, le transit et le traitement de déchets d'activités économiques. Le site possède également une unité de production de combustibles solides énergétiques (CSE).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Mesures compensatoire	Lettre du 16/05/2025, article -
2	Mesures compensatoire	Lettre du 16/05/2025, article -

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a permis de constater la bonne mise en œuvre des mesures compensatoires annoncées par l'exploitant dans le cadre de la réalisation de travaux sur les réseaux enterrés du site nécessitant l'aménagement temporaire des prescriptions relatives à la sécurité incendie de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures compensatoire

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 16/05/2025,
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Demande d'aménagement temporaire des prescriptions relatives à la protection incendie de l'arrêté préfectoral n°45001 du 22 avril 2025 dans le cadre des travaux sur une partie des réseaux enterrés du site sous réserve de mise en œuvre des actions et mesures compensatoires suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Réduction anticipée des stocks (dans la limite du possible) ;</li><li>- Suspension des collectes, réceptions et expéditions de déchets ;</li><li>- Mise à l'arrêt des unités de production (broyeurs) ;</li><li>- Absence de travaux à risques durant cette période;</li><li>- Déploiement de mesures compensatoires visant à maintenir le niveau de sécurité incendie (notamment la mise en place d'un groupe électrogène pour maintenir l'alimentation électrique de la détection incendie, le raccordement du groupe motopompe à la réserve incendie de 360m3 avec pré-positionnement de lances et canon à mousse permettant de couvrir chacun des bâtiments) ;</li><li>- Organisation séquentielle des interventions pour éviter les effets cumulatifs ;</li><li>- Renforcement de la surveillance et du gardiennage</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les travaux prévus sur les réseaux du jeudi 29 mai au samedi 31 mai sont indispensables dans le cadre des aménagements du site autorisés par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2025.  L'exploitant confirme qu'aucun camion en réception ou expédition de déchet n'est programmé pour le vendredi 30 mai même si des activités seront maintenues sur le site, en dehors des travaux sur les réseaux, et pas dans le bâtiment 2 (activités broyeurs à l'arrêt et absence de déchets à risques d'incendie). Il précise également que le gardiennage du site sera assuré pendant toute la durée du chantier par une équipe fixe en complément de l'équipe mobile présente habituellement en dehors des heures ouvrées.  Le groupe électrogène, loué pour l'occasion, est déjà en place et fonctionnel (test effectué lors de l'Inspection). L'exploitant précise qu'il est suffisamment dimensionné pour alimenter tout le site en fonctionnement en cas de besoin.  L'exploitant présente les modes opératoires de coupure et remise en service des différents réseaux (électricité, incendie) qui ont été établis et seront suivis pour ce chantier. La coupure du réseau extinction mousse du bâtiment 2 ne sera pas réalisée en même temps que la coupure du réseau RIA afin de réduire l'impact sur les moyens incendie.  Pour compenser la coupure du réseau d'extinction mousse du bâtiment 2 puis du réseau RIA, les moyens incendies prévus (canon à mousse, lances, 260m de tuyaux en tout, IBC d'émulseur et groupe motopompe) sont en place à proximité de la réserve incendie de 360m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Mesures compensatoire**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 16/05/2025, article -
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  A l'issue des travaux, vous nous transmettez une information une fois ces dispositifs levés, avec confirmation de la remise en service des barrières prescrites par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2025.
<b>Constats :</b>  L'exploitant s'engage à informer l'Inspection de la remise en service des barrières (en particulier incendie) prescrites par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2025.  <i>Post-inspection, l'exploitant a transmis le 02/06/25 à l'Inspection les PV de mise à l'arrêt et de remise en service des réseaux concernés par l'arrêt technique du 29 et 30/05/2025 attestant notamment de la remise en service du réseau RIA, de l'extinction mousse du bâtiment 2 et du réseau électrique après les travaux.</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite